

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Fermetures d'usines : la France paye ses surtranspositions.

La CGB a pris connaissance du projet de réorganisation industrielle annoncé hier par Tereos. Ce projet va notamment se traduire par la fermeture de la sucrerie d'Escaudoeuvres dans le Nord et de la distillerie de Morains dans la Marne.

Nous sommes très attentifs aux conséquences sociales et économiques de ces fermetures, bien conscients du poids économique de cette activité industrielle dans les territoires concernés et la région du Cambrésis en particulier. La CGB relève que le choix de la coopérative préserve les bassins de production et permettra à tous ses adhérents de continuer à livrer des betteraves.

Cependant, comment ne pas voir dans ces fermetures la conséquence directe de la pression réglementaire croissante sur les moyens de production de la culture betteravière, dénoncée par la CGB et la profession agricole lors de la manifestation du 8 février dernier à Paris ?

Surtranspositions nationales, distorsions de concurrence, interdictions sans solutions aboutissent à une baisse continue des surfaces de betteraves et à la difficulté économique de maintenir tous les outils industriels dans un environnement concurrentiel et au sein d'une Europe agricole à plusieurs vitesses.

S'agissant de la betterave, le choix politique d'interdire totalement les néonicotinoïdes à partir de 2018 (Loi dite Biodiversité votée en 2016) a en effet conduit toute une filière dans l'impasse. Il en résulte que les surfaces de betteraves vont encore baisser en France, alors qu'elles devraient augmenter globalement dans le reste l'Union européenne.

Le plan gouvernemental annoncé fin janvier par le ministre de l'Agriculture prévoit notamment une compensation financière intégrale des pertes jaunisse pour 2023. En l'absence totale de solutions alternatives, cette compensation devrait permettre de limiter la baisse des surfaces, à la condition d'en finaliser rapidement les modalités et que le dispositif soit validé par Bruxelles.

Pour la suite, d'autres réponses devront être apportées, en particulier sur la protection de la culture contre les pucerons. Plus généralement, si les orientations actuelles sur le Green Deal et le paquet climat sont maintenues, elles entraîneront une décroissance agricole et industrielle sur nos territoires.

Contact presse: Laetitia EL HAKIM - lelhakim@cgb-france.fr - 06.02.57.53.74